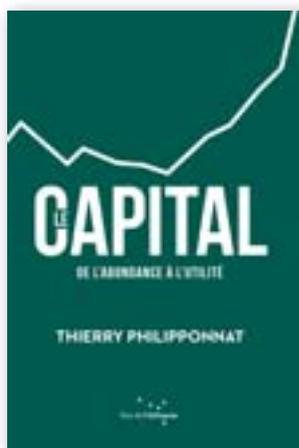


## RÉCONCILIER ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

**C**omment gérer utilement des ressources abondantes ? Telle est l'interrogation posée dès les premières pages du *Capital*<sup>(1)</sup>, ouvrage publié par Thierry Philipponnat, au sous-titre explicite : *De l'abondance à l'utilité*. Dans cet ouvrage fluide et pédagogique, l'actuel directeur de l'Institut Friedland<sup>(2)</sup>, également fondateur de Finance Watch, une ONG spécialisée dans le domaine de la réglementation financière, revient sur l'importance du lien entre capital, économie et société.



connaît une augmentation massive. Ainsi, entre 2001 et 2011, la production européenne n'a crû que de 32 % alors que les bilans des banques privées européennes augmentaient de 80 % et le bilan de la BCE de 200 %... Pire, lorsque le capital atteint la sphère productive, il reste parfois mal utilisé : tourné vers le passé, plutôt qu'à même d'anticiper l'avenir. Ce qui conduit à l'inefficacité de nos systèmes économiques.

L'idée du livre n'est pas, loin s'en faut, de désigner la finance comme ennemie. « *Le financier a été de tout temps un bouc émissaire idéal pour les maux des sociétés et notre époque n'échappe pas à la règle* », regrette Thierry Philipponnat. Mais de s'interroger sur le but

de l'activité financière et de faire en sorte que le capital se transforme en « *force d'amélioration de la société* ».

Les questions posées et auxquelles répond l'ouvrage sont essentielles : pourquoi le capital n'atteint-il plus, ou plus assez, sa destination naturelle qu'est l'économie productive ? Comment irriguer des projets économiques porteurs d'avenir ? Comment permettre au capital d'alimenter une économie utile à la société ? Tout le mérite de Thierry Philipponnat tient en sa capacité à répondre à ces interrogations de façon précise, simple, efficace. En un mot, l'auteur nous enjoint à réconcilier économie et société. ☞

Clotilde Warin, *Confrontations Europe*

1) *Le Capital, de l'Abondance à l'Utilité*, Thierry Philipponnat, éditions Rue de l'Échiquier, 2017.

2) Thierry Philipponnat est aussi membre du Comité de rédaction de *Confrontations Europe La Revue* et auteur d'articles, cf. dans ce numéro, p. 18 et 19.

## PARLEMENTS NATIONAUX ET ENJEUX EUROPÉENS

**R**épondre au défi du déficit démocratique européen, telle est l'ambition de ce court ouvrage didactique et dense coécrit par un économiste, une juriste et deux politistes.

Pour les auteurs de *Pour un traité de démocratisation de l'Europe*<sup>(1)</sup>, la crise financière de 2007-2008 a porté un coup dur à la démocratie européenne. La gouvernance de la zone euro s'est alors centrée autour du Mécanisme européen de stabilité et du Traité sur la stabilité, la coordination et la croissance, ou du Pacte budgétaire, sans véritable responsabilité démocratique.

Les auteurs insistent aujourd'hui sur « *l'urgence démocratique* » et souhaitent créer une Assemblée de la zone euro afin de démocratiser la gouvernance de la zone euro, grâce à un traité *ad hoc*. Cette Assemblée serait formée au 4/5 de parlementaires désignés par les Parlements nationaux et pour 1/5 de parlementaires européens.

Ce traité serait doté d'un double objectif. En premier lieu, il garantirait un contrôle

parlementaire des mécanismes existants de coordination et de surveillance au sein de la zone euro puisque l'Assemblée serait appelée à participer à la préparation de l'ordre du jour des Sommets de chefs d'États et du programme semestriel de travail de l'Eurogroupe. De plus, l'Assemblée serait associée au Semestre européen. Et se prononcerait sur le suivi des déséquilibres macroéconomiques des États membres de la zone euro. Elle serait également associée à l'évaluation des plans budgétaires des États menée par l'Eurogroupe et pourrait émettre des recommandations sur les politiques économiques, budgétaires et d'emploi des États membres.

En deuxième lieu, il s'agirait d'introduire une responsabilité démocratique nationale et européenne dans la conduite des politiques de convergence économique et sociale. Le Traité

de démocratisation donnerait une compétence législative à l'Assemblée. Ainsi, l'Eurogroupe et l'Assemblée voteraient conjointement l'assiette et le taux de l'impôt sur les sociétés alimentant un budget de la zone euro, ainsi que les dispositions visant à mettre en commun les dettes publiques dépassant 60 % du PIB national.

Il n'en demeure pas moins que le point d'appui institutionnel évoqué ne nous semble pas le plus opportun. Cet ouvrage a cependant le mérite de pointer l'effort substantiel que vont devoir faire les gouvernants et les parlementaires nationaux pour se réapproprier les enjeux européens. ☞

Ariane Blachier, *Confrontations Europe*



1) *Pour un traité de démocratisation de l'Europe*, Stéphanie Hennette, Thomas Piketty, Guillaume Sacriste, Antoine Vauchez, éd. du Seuil, 2017.